

MOC Lux

Mouvement Ouvrier Chrétien du Luxembourg

Rue des déportés 39 à 6700 Arlon

Tél. : 063/21.87.26

Pauvreté et enseignement

Dossier du MOC Luxembourg
approuvé par le comité fédéral 11 avril 2011

L'enseignement a toujours constitué une préoccupation majeure du mouvement ouvrier. **Notre conviction est qu'une école plus démocratique et plus égalitaire constitue le point d'appui fondamental d'une société plus juste.** A partir des travaux de sa « Commission enseignement » le CIEP/MOC Luxembourg a conduit une campagne de sensibilisation et de réflexion sur « Pauvreté et Enseignement ».

Le présent document reprend quelques propositions que cette campagne a permis de dégager. Il y ajoute des témoignages et des apports des débats qui permettent de les étayer.

1) Des propositions

La Commission enseignement du MOC Luxembourg ne souhaite pas formuler ici un nouveau cahier global de revendications sur la question de la « Pauvreté et école ». Le MOC Luxembourg est signataire du manifeste « Pauvreté et école : quelles priorités ? » publié par le Délégué général aux Droits de l'enfant et ce texte constitue en la matière un document de référence.

Tout le travail de sensibilisation, d'éducation permanente, d'écoute et de recherche a permis à la commission enseignement du MOC Luxembourg de dégager quelques spécificités, propositions ou revendications qu'elle souhaite mettre en évidence.

Ces propositions concernent le vécu de chaque établissement scolaire. Elles sont évidemment aussi adressées aux pouvoirs politiques ou organisateurs à qui il revient de les promouvoir et les susciter sur le terrain.

La reconnaissance de la réalité

En Luxembourg, la pauvreté dans les écoles est peut-être moins visible que dans d'autres sous-régions. Ainsi, il y a peu d'écoles qui rassemblent de façon massive ou dominante les enfants en situation de pauvreté. Ces enfants sont cependant bien présents chez nous aussi mais dispersés dans la population, ils sont moins visibles. Leur situation n'en est pas moins

préoccupante et difficile d'autant que pour eux le souci de cacher aux autres leur pauvreté est alors une préoccupation stigmatisante quotidienne.

La question de la pauvreté se pose donc dans chacune de nos écoles. La première étape est sans doute d'éviter de se cacher cette réalité et de reconnaître cet état de fait. On ne peut pas faire comme si le problème ne se posait pas.

Proposition : chaque école s'engage à procéder, dans le respect des personnes, à un état des lieux et à un travail d'identification des situations de pauvreté.

La gratuité

La question de la gratuité de l'enseignement obligatoire revient de façon lancinante et insistante de toutes les soirées de débats et d'animation. En particulier, la question des voyages scolaires est régulièrement pointée. Les coûts spécifiques liés à certaines formations notamment professionnelles est un autre problème fréquent.

Pour les enfants des familles plus pauvres, ne pas avoir l'argent ou ne pas l'avoir à temps entraîne de la peur, de la honte. Pour certaines familles, toute une ingénierie s'est développée pour payer à temps. On organise le budget du mois en fonction des prévisions des coûts liés à l'école.

Il faut viser la gratuité de l'école.

Proposition : chaque école s'engage à ouvrir le débat interne sur sa gestion des coûts à destination des parents avec un regard particulier sur les situations de pauvreté.

Les relations entre parents et école / l'écoute

Au sein de l'Ecole, deux mondes trop distants sont amenés à se rencontrer et se côtoyer : le monde de l'enseignement et celui des familles. Cette rencontre s'organise autour de l'enfant et de son parcours scolaire.

Trop souvent elle est à sens unique. L'école attend des enfants et des parents un travail social et culturel sur eux-mêmes pour s'adapter aux codes de l'enseignement. Pour les parents du monde populaire, pour ceux qui sont en situation de pauvreté le chemin à parcourir est alors bien trop ardu et l'effort à réaliser repose sur les épaules trop fragiles des enfants.

La rencontre ne sera possible et féconde que si l'école elle-même accepte de faire quelques pas vers le monde populaire pour en écouter et saisir les réalités et les modes sociaux et culturels. Pour y adapter ses pratiques.

Proposition : chaque école s'engage à mener des temps de réflexion et de découvertes sur les réalités de vie des familles en situation de pauvreté. Elle s'engage à revoir, à partir de là, ses pratiques dans son rapport avec les familles populaires.

La formation socio-culturelle des enseignants

La formation initiale et continuée des travailleurs sociaux et enseignants en contacts réguliers avec les « pauvres/exclus » est un long travail qui relève de l'interculturel, mais aussi de la découverte des processus de domination et d'exclusion sociales. Il s'agit d'une voie incontournable et indispensable si on veut faire évoluer les regards et les pratiques.

Proposition : chaque Haute Ecole dans la formation initiale, chaque école dans la formation continuée s'engage à s'interroger avec les futurs enseignants ou les enseignants sur les pratiques qui risquent de pénaliser les enfants des familles pauvres.

2) Petit test de connaissance

VRAI ou FAUX ?

- a) On considère que tous ceux qui vivent avec un revenu inférieur à 860 euros pour un isolé, (1805 euros pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans) sont en risque de pauvreté
- b) 9% des enfants (soit un sur 10) vivent dans une situation de risque de pauvreté.
- c) Le risque de se retrouver dans l'enseignement spécialisé est 5 à 6 fois plus élevé pour les enfants issus de famille pauvre. Les enfants de famille ouvrières et sous-prolétaires représentent environ 77% de la population de cette forme d'enseignement.

Réponses en bas de page 4

3) La commission

A partir des travaux de sa « Commission enseignement » le CIEP/MOC Luxembourg a conduit une campagne de sensibilisation et de réflexion sur « Pauvreté et Enseignement ». Il a mené cette campagne en partenariat avec Vivre Ensemble et Lire et Ecrire. La Province par son Département des Affaires Sociales et Hospitalières a été associée à une soirée organisée à Saint Hubert.

Si vous souhaitez rejoindre et participer aux travaux de la Commission « Enseignement »,
Bernard Kerger, tel 063 218726 ou b.kerger@moclux.be

L'actualité récente ramène régulièrement sur la place publique la question des inégalités entre établissements. La question de la pauvreté et de l'enseignement est aussi celle des enfants qui vivent en situation de pauvreté. Ils représentent 19% des enfants, 1 enfant sur 5. Les difficultés portent essentiellement sur le coût de l'enseignement pour les familles, sur la stigmatisation des enfants issus de milieux précarisés et sur leur relégation vers des filières d'enseignement imposées ou non souhaitées. Ces enfants font très tôt l'apprentissage de la disqualification.

4) Le film « Ca commence aujourd'hui »

Un film de Bertrand Tavernier :

Le directeur et les enseignants d'une école maternelle sont confrontés à la pauvreté et la misère des familles, aux carences des aides sociales. Ils continuent malgré tout à enseigner la joie et l'espoir à ses petits élèves.

La projection du film ou d'extraits du film a servi de point de départ à des échanges, réflexions et débats sur la pauvreté et l'enseignement. A Arlon, Bastogne, On, Virton, Saint Hubert, Bertrix, Habay, Herbeumont,...

- Une jeune enseignante du maternel (Herbeumont) : *Le métier d'enseignant est un beau métier mais difficile. En particulier quand l'enseignant doit aborder les questions sociales. Il ne dispose pas d'une formation initiale en la matière et il est toujours difficile pour lui de fixer des limites à son engagement. Jusqu'où peut ou doit aller son engagement ? Où s'arrête son métier d'enseignant ?*

- Dominique Sampiero (scénariste) : *Beaucoup d'enseignants sont perdus et culpabilisent. Ils se sentent prisonniers d'un système et, de temps en temps, ils réagissent : « Je n'ai pas assez d'argent pour faire la classe, on me demande d'apprendre aux élèves à lire, écrire et compter, de leur donner l'espoir, alors que leurs parents sont au chômage et ne se lèvent même plus le matin... »*

- T Tavernier (scénariste) : *Le déclic, ça a été une histoire de 10 euros. Un jour un enseignant réclame à une mère de famille sa cotisation de 10 euros pour l'amicale de l'école. C'était un rappel à l'ordre discret. La femme répond : « Moi, monsieur, avec ces 10 euros je dois terminer le mois. » On est le 23 du mois et elle quatre gosses qu'elle doit nourrir pendant une semaine !*

- Une travailleuse du SAJ (Service d'Aide à la Jeunesse) (On) : *Il faut améliorer les circuits d'information et de collaboration entre les services. Tout est trop cloisonné.*

- Une ancienne enseignante (Herbeumont) *Il faut une réelle gratuité de l'enseignement et de toutes les activités parascolaires. La perspective des voyages scolaires constitue une source d'inquiétude et de blessure pour les familles désargentées. L'enfant est alors le messager de la pauvreté de sa famille.*

- Un anonyme (Vielsalm) : *Ce qui est fort dans le film, c'est la relation du directeur avec les enfants, avec les parents. Il relève toujours les qualités, les choses positives chez l'enfant. C'est la seule façon de redonner confiance et espoir.*

Des animations :

Les animateurs du Ciep sont disponibles pour intervenir dans tout groupe qui souhaite mener un temps de réflexion autour de la question « Enseignement et pauvreté ».

Le film peut être projeté en version intégrale càd 1h54 ou en version courte (extraits) d'une durée totale d'environ 1h.

Plusieurs outils d'animation qui prennent appui sur la projection sont proposés. Intéressé par la projection et/ou l'animation dans un groupe, service, centrale,...?

Contactez Bernard Kerger Tél: 063/ 218 726.

mail: b.kerger@moclux.be

5) Conférence de Bernard Devos, Délégué Général aux Droits de l'Enfant

Bernard Devos a développé sa conférence à partir du manifeste « Pauvreté et école, quelles priorités ? ». Le MOC Luxembourg est signataire de ce manifeste qui peut être consulté sur le site www.dgde.cfwb.be

Bernard Devos a débuté en reprenant une phrase placée en exergue de ce document « Le plus dur, ce n'est pas de vivre sans rien, c'est d'être considéré comme rien ».

*Pour les riches, pas de problèmes. Les enfants sont fiers d'apporter l'enveloppe avec l'argent dedans devant tout le monde. Mais pour les enfants des familles plus pauvres, ne pas avoir l'argent ou pas à temps entraîne de la peur, de la honte. Pour certaines familles, toute une ingénierie s'est développée pour payer à temps. On organise le budget du mois en fonction des prévisions des coûts liés à l'école. **Il faut viser la gratuité de l'école.***

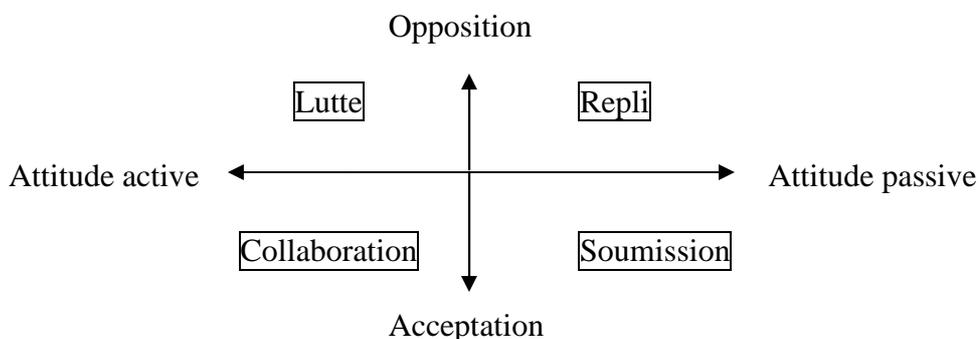
Il a ensuite expliqué les cinq principes fondamentaux

- L'école, à son niveau, doit jouer un rôle moteur dans la lutte contre les inégalités et pour l'émancipation.
- La gratuité effective de l'enseignement doit être la règle
- L'école doit créer du lien et de la solidarité en s'ouvrant au monde et d'abord au quartier dans lequel elle s'inscrit.
- L'école et les familles, dans leur diversité, doivent être de véritables partenaires éducatifs.
- Le changement passe par l'implication de tous : acteurs de l'éducation, acteurs du travail, acteurs associatifs et politiques.

Actuellement, il s'agit d'une école qui trie, basée sur la compétition. C'est l'école de l'échec, du redoublement. Il faut miser sur la mixité sociale et culturelle (on peut dire tout ce que l'on veut mais c'est prouvé : cela tire l'ensemble du groupe vers le haut), arrêter le redoublement (qui n'amène rien et coûte très cher), et miser sur une école inclusive (c'est-à-dire une école qui n'exclut pas : on commence avec une cohorte de jeunes et on termine avec elle).

6) Les familles populaires et l'école : soirée de débats du 14/12

La soirée a été introduite par Magali Joseph de Lire et Ecrire qui a réalisé une étude du partenariat familles-école. Elle relève notamment différentes formes d'implication des parents suivant leurs attitudes et regards sur 'école :



Des apprenants de Lire et Ecrire ont ensuite témoigné de leur vécu scolaire en tant qu'élèves hier et parents aujourd'hui.

Yves : « *Je n'ai pas le CEB, or, pour être ouvrier communal ou préposé au Parc à Container, il faut ce diplôme, c'est n'importe quoi ! Il faut un diplôme pour ramasser des papiers* »

Jean-Claude : « *Comme j'étais lent à apprendre, on m'a mis en enseignement spécialisé. Quand mes parents ont vu que cela pouvait rapporter de l'argent, je suis resté en enseignement spécialisé* »

Alexandre : « *C'est difficile de suivre la scolarité de mon enfant : quand on doit faire un calcul, je l'aide, nous obtenons la bonne réponse mais il a quand même 0 car il n'a pas fait les bons dessins, les bonnes étapes. On n'utilise pas la méthode de l'école* »

Yves : « *Les enfants, pour faire leurs devoirs, ont maintenant besoin d'internet. Mais tout ça coûte très cher* »

Baudouin Duelz, représentant du cabinet de la ministre Simonet, a ensuite répondu à quelques interpellations. Il rêve d'une école plus égalitaire dans une société qui malheureusement ne l'est pas. Concrètement, il pense qu'il faut un tronc commun jusqu'à 14 ans et qu'il faut amener tous les enfants d'une même cohorte ensemble jusqu'à cet objectif.

Il rappelle aussi que ce n'est pas simplement une question d'argent. La Belgique est un des pays de l'OCDE qui consacre le plus de moyens publics à l'enseignement mais le redoublement coûte très cher. Il y aurait mieux à faire avec tout cet argent perdu.

Les débats se poursuivent et les interventions sont nombreuses.

J-L Leveling : « *Arrêtons l'hypocrisie, l'opinion publique n'est pas défavorable à l'échec scolaire. Si mon enfant réussit, j'aime autant qu'il y en ait quelques-uns qui ratent pour faire contraste. En Finlande, c'est différent, il existe une cohésion sociale autour de l'école.* »

J Liesenborghs : « *Pour l'encadrement différencié, il y a des moyens qui ont été dégagés, mais c'est microscopique ! Rendez-vous compte que les moyens attribués à la lutte contre les inégalités c'est moins de 1% du budget « enseignement » de la communauté française !* »

7) Réponses

a) VRAI : Soit en dessous de 60% du revenu médian

b) FAUX : 19% soit un enfant sur 5.

c) VRAI